



Une conspiration se fait jour pour livrer Julian Assange aux gouvernements britannique et américain

Par [Mike Head](#)

Mondialisation.ca, 17 mai 2018

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks qui a fait connaître aux peuples du monde la vérité sur les crimes de guerre américains au Moyen-Orient et sur de nombreux coups d'État et intrigues de Washington pour des changements de régime dans le monde, est de plus en plus en danger.

Des décisions se préparent pour expulser Assange de l'ambassade d'Équateur à Londres, où il a cherché l'asile politique il y a près de six ans et a été contraint de vivre comme un véritable prisonnier. S'il est placé en garde à vue par les autorités britanniques, il risque d'être remis au gouvernement américain, qui cherche depuis longtemps à le traduire en justice pour des accusations d'espionnage pouvant entraîner la peine de mort.

Au départ, le journal britannique *The Guardian* avait publié certaines des révélations dévastatrices de WikiLeaks en 2010. Il s'est ensuite retourné violemment contre lui, comme d'autres médias internationaux. Maintenant, il lance une campagne infâme, agissant clairement de concert avec diverses agences de renseignement, pour justifier que l'Équateur revienne sur l'asile accordé à Assange.

La nouvelle offensive contre Assange intervient sept semaines après que le gouvernement équatorien, sous la pression des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'autres puissances, a coupé tout contact Internet et téléphonique d'Assange avec le monde extérieur et empêché ses amis et sympathisants de lui rendre visite.

The Guardian a publié des allégations non fondées selon lesquelles Assange aurait « violé » le système de communication de l'ambassade et « apparemment » lu « des communications diplomatiques confidentielles ». Dans un tweet, WikiLeaks a catégoriquement nié l'accusation et, faisant référence à la source, a indiqué que: « C'est une calomnie anonyme alignée sur l'attaque actuelle du gouvernement britannique et américain contre l'asile de M. Assange – alors qu'il ne peut pas y répondre. »

Cela ne laisse aucun doute sur l'intention des dernières allégations. Le chroniqueur du *Guardian* James Ball a été direct. Le fondateur de WikiLeaks, a affirmé Ball, « devrait se rendre et quitter l'ambassade ».

La une du *Guardian* déclare: « S'il quitte l'ambassade, il peut s'attendre à être arrêté et à passer jusqu'à un an en prison pour avoir enfreint ses conditions de liberté sous caution. Les

États-Unis pourraient alors chercher à le faire extraditer. Il contesterait toute tentative de le faire, et pourrait gagner, mais il aurait à faire face à un long séjour en prison pendant que son dossier est traité. »

Plus tôt cette année, le président de l'Équateur, Lenín Moreno, entré en fonction en mai dernier, a déclaré qu'Assange était un « problème hérité » coûteux et un « hacker » et a fait comprendre qu'il considérait Assange comme un obstacle à de meilleures relations avec les États-Unis.

Le gouvernement équatorien a accordé l'asile politique à Assange en juin 2012, lorsque ses recours juridiques ont été rejetés contre une extradition vers la Suède pour répondre à des questions sur des allégations inventées d'agression sexuelle et de restitution probable aux États-Unis. Les autorités suédoises ont finalement abandonné leur enquête montée de toute pièce en mai 2017, mais le gouvernement britannique de Theresa May a toujours refusé d'annuler un mandat d'arrêt contre lui, nominalement pour avoir manqué à sa comparution lorsqu'il demandait l'asile.

Rafael Correa, le prédécesseur de Moreno, a récemment déclaré aux journalistes à Madrid que les « jours [d'Assange] étaient comptés » parce que Moreno, son ancien protégé, le « chasserait de l'ambassade à la moindre pression des États-Unis ».

Depuis son élection, Moreno a fait un [virage brutal](#) à droite, avec des réductions d'impôts pour les grandes entreprises, des coupes budgétaires dans les dépenses sociales et des tentatives de réduire la dépendance de l'Équateur aux prêts et aux investissements chinois en faveur de relations plus étroites avec l'impérialisme américain.

Le gouvernement équatorien a coupé les communications d'Assange juste un jour après avoir accueilli une délégation du Commandement Sud des États-Unis (Southcom), le bras du Pentagone en Amérique latine et dans les Caraïbes, dirigé par le général Joseph DiSalvo. Southcom a déclaré que des discussions avaient eu lieu pour renforcer la « coopération en matière de sécurité ».

Il ne fait aucun doute que l'appareil de renseignement et l'*establishment* politique américains sont aux manettes dans la conspiration contre Assange. L'année dernière, WikiLeaks a commencé à publier des fichiers plus incriminants sur les opérations mondiales de la CIA. Le procureur général américain, Jeff Sessions, a déclaré que la mise en accusation d'Assange était une « priorité ». Le directeur de la CIA, Mike Pompeo, aujourd'hui secrétaire d'Etat, a déclaré que WikiLeaks était un « service de renseignement non-étatique hostile ».

Le mois dernier, dans une autre tentative pour faire taire WikiLeaks, le Comité national du Parti démocrate américain (DMC) a lancé un [procès](#), citant WikiLeaks et Assange comme conjurés avec la Russie et la campagne Trump dans un supposé effort criminel pour voler l'élection présidentielle américaine de 2016.

En réalité, les documents publiés par WikiLeaks dévoilaient les intrigues du DMC pour saper la campagne de Bernie Sanders lors des élections primaires présidentielles de 2016, et les relations intimes de la candidate démocrate Hillary Clinton avec les banques et les entreprises de Wall Street.

Le journaliste et réalisateur de documentaires John Pilger a dénoncé hier la « trahison » d'Assange par l'Équateur. « La poursuite vindicative d'Assange [est en cours] pour une

seule raison: il a dit la vérité », a déclaré Pilger à Sputnik International.

« Il a révélé à travers Chelsea Manning [...] les crimes de guerre des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak; et bien sûr, l'année dernière, révélé les machinations du Comité national démocrate essayant de truquer le résultat [du vote primaire] dans ce pays, ce qu'il a réussi à faire ».

Pilger a condamné les agissements du gouvernement Moreno pour révoquer l'asile politique d'Assange.

« L'asile politique est quelque chose qui est internationalement reconnu », a-t-il dit. « Ce n'est pas quelque chose que vous pouvez ensuite diluer. Eh bien, c'est ce que le gouvernement de Moreno a fait. Il a négocié avec le gouvernement britannique sans l'accord de Julian, parfois même sans l'impliquer lui et ses avocats. »

Pilger a souligné l'accommodement que Moreno cherchait avec Washington, qui attaque de front n'importe quel gouvernement en Amérique latine considéré comme un obstacle à l'hégémonie américaine sur ce continent.

« Il est clair que ce gouvernement s'est incliné devant les Etats-Unis, parce qu'il a coupé les contacts de Julian - par Internet, téléphone, tous les visiteurs sauf les avocats et livraisons de nourriture le jour où le commandant de Southcom Joseph DiSalvo est arrivé à Quito, Équateur pour renégocier une base américaine que Correa avait fermée. »

Le *Guardian* a fondé ses accusations non vérifiées contre Assange sur des «documents secrets» qu'il avait «vus», en collaboration avec *Focus Ecuador*, un site web de droite. Il a accusé l'agence de renseignement équatorienne « d'avoir financé une opération d'espionnage de plusieurs millions de dollars » pour « protéger » Assange à l'ambassade. En six ans, cette activité aurait coûté 5 millions de dollars.

Un examen plus approfondi du dossier, cependant, indique que la surveillance a été menée principalement contre Assange et WikiLeaks. Une agence de sécurité a surveillé Assange 24 heures sur 24 et installé des caméras de vidéosurveillance dans toute l'ambassade.

« L'Opération invité » a enregistré chaque visiteur qu'Assange a eu pendant six ans, et a espionné chacun de ses mouvements dans la minuscule ambassade, surveillant son humeur, ses habitudes et ses habitudes de sommeil, a rapporté le *Guardian*. Les agents ont consigné le but de la visite de chaque visiteur, leurs informations de passeport et les heures d'arrivée et de départ.

« Chaque mois, l'entreprise de sécurité a envoyé une liste confidentielle des visiteurs d'Assange au président équatorien », a indiqué le journal. « Parfois, l'entreprise ajoutait des prises d'images vidéos secrètes d'invités intéressants, ainsi que des profils et des analyses. »

Selon le *Guardian*, ces indices lui ont peut-être permis « de savoir qui lui a donné la mine de documents piratés qui ont contribué à faire chuter Hillary Clinton aux élections de 2016 ». Il a déclaré de façon inquiétante qu'un tel «visiteur» pourrait « intéresser » le procureur spécial américain Robert Mueller, qui dirige une enquête sur les liens présumés du gouvernement Trump avec la Russie.

Selon le journal, le FBI a déjà interrogé « au moins une source proche de l'Opération invité

», indiquant que l'Équateur a remis tous ses documents aux agences de renseignement américaines. En conséquence, toute personne qui a visité ou communiqué avec Assange alors qu'il se trouvait à l'ambassade est exposée à la persécution et, potentiellement, à des coups montés d'accusations de complicité d'espionnage ou d'avoir voulu manipuler les élections américaines de 2016.

Le complot contre Assange est lié à une campagne de plus en plus intense menée par le gouvernement américain et ses alliés pour imposer une vaste censure sur Internet et supprimer la liberté de parole et les droits démocratiques plus larges. Des allégations non fondées de « fausses nouvelles » et « d'ingérence russe » sont utilisées par Google, Facebook et d'autres conglomérats pour restreindre l'accès à des sites Web - y compris WikiLeaks et le World Socialist Web Site - qui fournissent des commentaires critiques et des révélations sur la classe capitaliste et ses agences.

Nous encourageons vivement les travailleurs et les jeunes à venir partout à la défense d'Assange et à exiger sa liberté immédiate.

Mike Head

A voir aussi:

[Libérez Julian Assange](#)

[L'Équateur laisse entendre qu'il pourrait livrer Julian Assange](#) à la Grande-Bretagne et aux États-Unis

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Mike Head](#), wsws.org, 2018

Articles Par : [Mike Head](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca